

basta!

<http://www.bastamag.net/A-Salsigne-un-siecle-d-extraction>

MINE D'OR

A Salsigne, un siècle d'extraction d'or, dix millénaires de pollution ?

par Simon Gouin - 7 janvier 2015

Salsigne, dans l'Aude, fut la principale mine d'or de France et la première mine d'arsenic du monde. Un siècle d'exploitation intense qui a bouleversé les paysages et affecté la santé des ouvriers et des habitants. Aujourd'hui, malgré la mise en sécurité réalisée par l'État, la pollution est toujours présente. Il y en aurait même pour plusieurs milliers d'années. Une histoire minière qui n'est peut être pas résolue : les dernières richesses du sous-sol attirent la convoitise de nouveaux industriels. Reportage en grand format.



Pour découvrir cet article avec une mise en page dynamique, grand format, optimisée pour les ordinateurs et les tablettes, cliquez sur la photo ci-dessous.



Des collines escarpées, des châteaux cathares, des bois et des vignes, une rivière qui s'écoule dans la vallée : un paysage presque idyllique, situé à quelques kilomètres au nord de Carcassonne, dans l'Aude. A première vue, dans cette partie de la Montagne noire, on ne remarque pas l'ancien chevalement qui servait autrefois à transporter les mineurs vers les galeries. Encore moins que les immenses collines qui nous entourent sont en fait artificielles. On n'imagine pas non plus que se cachent, sous les arbustes qui les recouvrent, des milliers de tonnes de résidus de la mine qui contiennent des particules d'arsenic et d'autres produits chimiques.



Le passé de Salsigne est tapi dans son sous-sol, sous ses collines, au bord de la rivière qui serpente la vallée. La région a longtemps été un gigantesque terrain de jeux pour les entreprises minières. On y a extrait de l'or, de l'arsenic, du plomb. Salsigne fut la première mine d'or d'Europe occidentale et la dernière mine d'or de France. C'était un autre monde, achevé en 2004. Il ne reste aujourd'hui qu'une ou deux cheminées, des trous béants, une mémoire commune... et un cimetière de déchets polluants.

De l'or...et de l'arsenic

Car on ne referme pas un siècle d'exploitation minière en claquant des doigts. Ici, la pollution est omniprésente : sous terre, dans l'air et dans l'eau. En cause : les produits chimiques utilisés pour transformer le minerai, et l'arsenic, présent sous la

forme de poussières, très fines, dans le sous-sol. Des poussières à travers lesquelles les eaux ruissellent avant de se jeter dans l'Orbiel, une rivière affluente de l'Aude, un fleuve qui coule jusqu'à la Méditerranée.



D'où vient l'arsenic ? Du sous-sol de la région, où il est présent naturellement aux côtés d'autres minerais, dont de l'or. Mais c'est à cause de l'extraction de milliers de tonnes de roches de la montagne, et de son concassage, que l'arsenic s'est répandu partout dans la vallée. C'est ce qu'on appelle ici l'effet cafetière : « *Sous la forme naturelle, l'arsenic est concentré dans des gros blocs de pierres, donc son impact sur l'environnement est faible* », explique François Espuche, le président de l'association de défense de l'environnement Gratte-Papiers. « *Mais en le concassant et en le réduisant en poussières, les surfaces qui sont en contact avec l'eau sont démultipliées.* » De ruisseaux en rivières, l'arsenic se diffuse dans toute la vallée. Jusqu'à atteindre des niveaux extrêmement dangereux. Une menace qui n'est pas toujours visible.

Parfois, la pollution saute aux yeux, quand l'eau d'un ruisseau prend une couleur étrange, comme en janvier 2013. « *Sur 300 à 500 mètres, l'eau était orange* », se rappelle François Espuche.



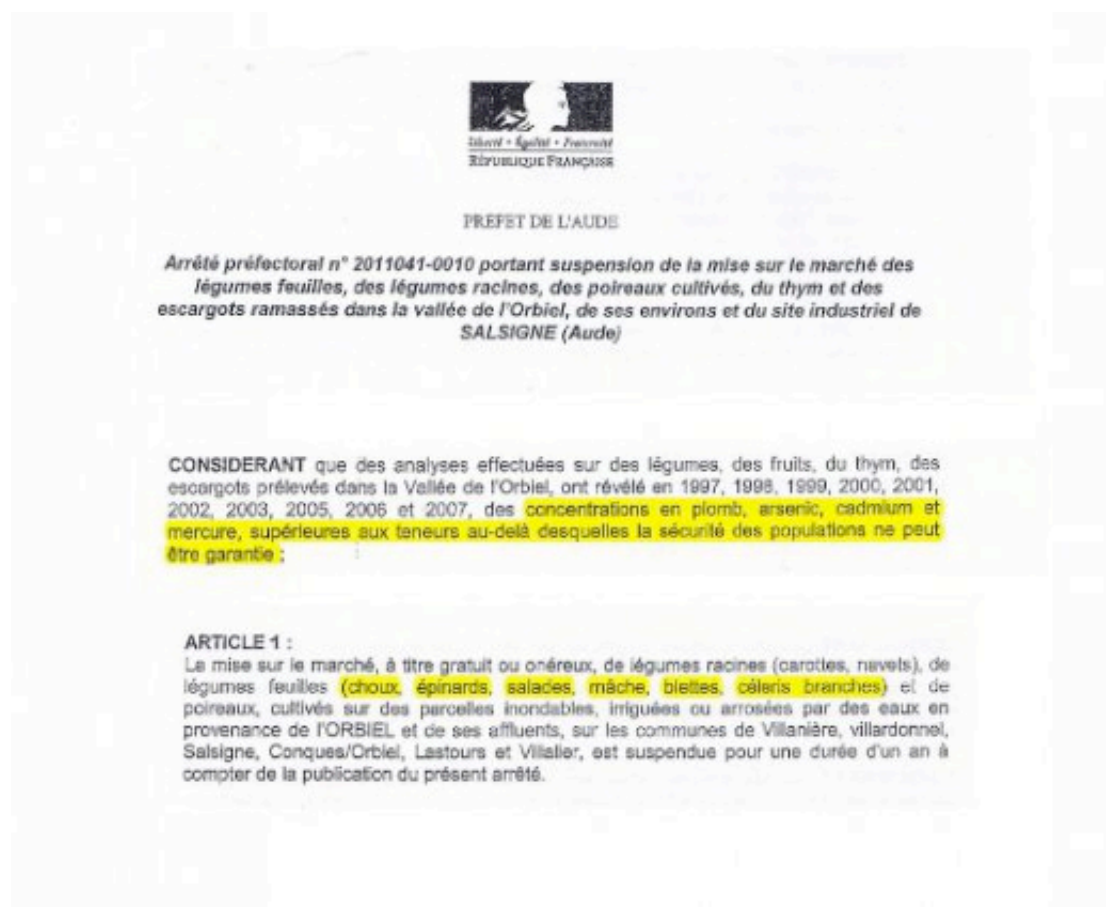
En amont se situe le site de stockage de Montredon : 600 000 tonnes de déchets, dont 90 000 d'arsenic. Les associations convoquent la presse, interpellent la gendarmerie qui appelle l'Onema, l'Office national de l'eau et des milieux aquatiques. Des prélèvements sont effectués. Dans la presse locale, le Préfet de l'Aude, Eric Freysselinard, ancien directeur de cabinet du ministre de l'intérieur Nicolas Sarkozy, s'empresse d'apaiser les inquiétudes : « *Il s'agit d'une oxydation naturelle qui n'a rien à voir avec Salsigne.* »

Ses preuves ? Les résultats d'analyses demandées au BRGM, ancien exploitant de la mine, chargé par l'Etat de « réhabiliter » la mine : 30 à 45 microgrammes par litre d'eau. C'est supérieur au seuil de potabilité fixé à 10 microgrammes. Mais il n'y a pas de quoi s'affoler. Sauf que dans les semaines qui suivent, deux analyses vont être révélées. L'une, réalisée par le journal Le Midi libre, indique 1526 microgrammes d'arsenic par litre d'eau. L'autre embarrasse l'Onema : elle indique 4469 microgrammes ! Soit 450 fois la norme de potabilité fixée par l'OMS ! « *On est face à des concentrations très toxiques* », note alors le toxicochimiste André Picot, au Canard Enchaîné. Le Préfet de l'Aude est muté à la direction des stages de l'ENA, à Strasbourg.

Des cancers beaucoup plus nombreux

Pourquoi a-t-il tenté de dissimuler cette pollution manifeste ? Pour couvrir l'État, chargé de la réhabilitation du site ? Pour éviter d'avoir à payer les quelques milliers d'euros nécessaires à la dilution de cette pollution ? « *L'État n'a étudié aucune solution*, raconte Guy Augé, président de l'Association des riverains de Salsigne. *Les populations sont livrées à elles-mêmes : c'est à elles de proposer des solutions.* »

La pollution de la région de Salsigne n'est pourtant pas nouvelle. Chaque année, depuis 1997, le préfet de l'Aude reconduit le même arrêté :



Ne pas consommer ces légumes, ni utiliser les eaux pluviales ou celles des rivières pour arroser son jardin. Ne pas se baigner dans la rivière et faire attention à la poussière, surtout pour les enfants. Autant de recommandations que connaissent les habitants de la région. « *Les gens savent ce qu'il faut faire* », raconte Guy Augé. L'eau du robinet, elle, est potable : elle vient des hauteurs de la Montagne noire, à 7km de Salsigne, dans une zone qui n'est pas touchée par la pollution. Un réseau construit en 1930 qui a fait de Salsigne la première commune de la région à être équipée en eau courante.

Malgré les mesures mises en place, la population locale est la première intoxiquée par cet environnement pollué. En janvier 2006, c'est La dépêche, un des trois journaux locaux, qui révèle tout haut ce qui se tait depuis des années.



Aude. 10 000 personnes concernées dans un rayon de 15 km.

Cancers : on meurt plus à Salsigne qu'ailleurs

Les chiffres sont éloquentes : les scientifiques constatent plus de 11% de mortalité par cancer, tout type de cancer confondu. Et pour certains cancers, par exemple des poumons ou de l'estomac, cette prévalence est multipliée par deux ou trois. L'arsenic, le cadmium, le chrome et le nickel sont pointés du doigt. Au total, plus de 10 000 personnes seraient concernées. En premier lieu : les anciens mineurs et leur famille.

De l'arsenic au gaz de combat

120 ans d'exploitation minière. Sous-terre et à ciel ouvert. Des milliers de tonnes de roches déplacées, concassées, traitées avec des produits chimiques, afin d'y extraire les précieux minerais. La principale mine d'or française fut aussi le premier producteur mondial d'arsenic, utilisé pour la fabrication du verre, mais aussi pour les gaz de combat, expérimentés sur divers champs de bataille de la planète.



« J'aurais préféré ne pas toucher à cet argent là », dit aujourd'hui Robert Montané, un ancien mineur et délégué du personnel. « Quand j'ai été embauché, en 1975, on avait beaucoup d'avantages, raconte-t-il. Le boulot était varié. Entre ouvriers, il y avait beaucoup de solidarité, notamment face aux risques du métier. »

Cette ambiance et cette solidarité, on la retrouve dans les témoignages recueillis par Claude Gironis. Son père était mineur, sa mère secrétaire de l'entreprise. Il a rassemblé dans un livre les histoires et les photos des habitants d'un lieu-dit, celui de la Combe du Saut. 150 personnes vivaient ici, à côté de l'usine où les minerais étaient transformés. Au fil des images récoltées par cet ancien policier, on découvre la vie qui animait le lieu aujourd'hui désert. Les kermesses, les fêtes, les carnivals. Une certaine mixité sociale avec les populations immigrées, d'Afrique du nord, d'Espagne, d'Italie, de Pologne. Les sourires des

femmes. Et les mineurs qui posent fièrement. « *Tout ce petit monde était heureux malgré la dureté de la tâche* », explique aujourd'hui Claude Gironis.



Les habitants ont un travail. Ils sont bien payés. Avant, ils cultivaient la terre. Avec l'industrie minière, ils voient leur pouvoir d'achat augmenter. A la Combe du Saut, ils ont des WC et de l'électricité. De quoi presque oublier les fumées des deux imposantes cheminées, leur odeur, et les pellicules de poussières blanches qui se déposent régulièrement sur les habitations. Au quotidien, à la mine et dans l'usine, les ouvriers inhalent les produits chimiques. En lavant leurs vêtements, leurs femmes sont aussi en première ligne. Les enfants jouent dans les montagnes d'arsenic, comme si c'était du sable. Très tôt, les risques sont connus, d'abord des autorités. En 1932, la préfecture de l'Aude et le Ministre du commerce et de l'industrie écrivaient déjà : « *Salsigne représente 800 ouvriers, soit environ 3000 personnes. Si l'usine cause des dégâts, elle n'est pas sans influencer sur la prospérité de la région pour le plus grand bien du commerce local.* »

Le travail ou la vie ?

L'emploi, la prospérité économique, plutôt que l'environnement et la santé des habitants. Cette priorité sera mise en avant tout au long du 20ème siècle à Salsigne. A la fin des années 1970, les maladies professionnelles des mineurs de la région, principalement des « cancers bronchiques primitifs », sont reconnues sous l'impulsion du toxicologue Henri Pézerat (qui s'occupera également du scandale de l'amiante). Mais alors que les mineurs meurent, le silence est de mise, chez les employés, les syndicats, les entreprises. Il faut conserver l'emploi. Coûte que coûte.

Extrait d'un documentaire Les Vaches bleues (1991), de Catherine Pozzo Di Borgo , sur l'épidémie de cancers des poumons :


A contre-courant, un ouvrier ose briser la loi du silence. C'est en 1995, alors que les réserves du sous-sol s'amenuisent et que les syndicats se battent pour maintenir à tout prix l'emploi. L'entreprise vient d'éclater en plusieurs sociétés (dont une filiale d'un groupe minier australien) qui tentent de récupérer quelques kilos d'or et de minerais dans les déchets miniers, grâce à de nouveaux procédés. « *On essayait de toucher les 20 millions de francs qu'on nous avait promis pour développer la dépollution de Salsigne* », se souvient aujourd'hui Max Brail, dans la salle du conseil municipal de Lastours, un village de 165 âmes dont il est le maire depuis plus de vingt ans sous l'étiquette PS puis Divers gauche.



Pour relancer l'activité, l'entreprise SEPS, où Max Brail est employé, ne se contente pas de traiter les déchets de la mine. Elle incinère aussi des décodeurs Canal+ et des piles au lithium de l'armée, acheminés jusqu'à Salsigne. Des déchets pour lesquels le four dont Max Brail et ses collègues ont la charge n'est pas adapté. *« La fumée était nauséabonde, le système d'extraction de l'arsenic ne fonctionnait plus, raconte-t-il. J'ai moi-même été intoxiqué et je me suis retrouvé à l'hôpital. Nos propres vies étaient en danger, tout comme l'environnement immédiat. »* Le 30 mai 1995, interrogé par la presse locale, Max Brail dénonce la pollution pour l'environnement et les dangers pour les travailleurs. A son arrivée à l'usine, le lendemain, il est licencié pour faute grave.

« J'étais à la fois salarié de l'usine et maire de la commune de Lastours. Est-ce qu'en tant que salarié je devais me taire pour assurer le casse-croûte ? Et en tant que maire, quelle serait ma responsabilité si je me taisais ? Je savais que j'allais possiblement mettre en danger l'emploi de mes collègues. Mais l'être humain a de temps en temps du mal à anticiper sur ce que sera demain. [...] J'avais deux solutions. Soit j'allais jusqu'au bout de mon engagement, en me préparant psychologiquement à affronter des tas de choses : se retrouver sur le banc des accusés... mais le temps me donnerait raison. Soit on se tire une balle dans la tête. [...] A l'époque, c'était très compliqué de dénoncer ces conditions de travail. Car on nous présentait cela comme un dossier d'avenir. Le seul avenir que j'ai vu, moi, c'était de nous tuer au travail. »

Max Brail perd son travail, une partie de ses amis, sa réputation. Il est accusé par trois syndicalistes de la CGT d'avoir enfoui, sans autorisation, des déchets de la mine. Il sera finalement blanchi. *« Aujourd'hui, certains me disent : tu nous as sauvé la vie, raconte-t-il. J'ai beaucoup souffert mais je n'ai pas de remords. »* Certains de ses collègues sont décédés. *« On a pris des doses de choses qu'on ne connaît pas. »* Max Brail, lui, a la paroi nasale perforée par les sulfures et l'arsenic, comme beaucoup d'anciens ouvriers. *« J'ai aimé ce métier : c'était l'homme face à la matière. Il y avait une grande fierté de faire fonctionner le four sans l'arrêter. »*



SEPS

PYROMETALLURGIE DE SALSIGNE


*Nous travaillons pour protéger
l'environnement par
le recyclage des métaux et
la valorisation des déchets industriels.*

LA SEPS C'EST :

UN GROUPE HUMAIN PERFORMANT ET AMBITIEUX
(EFFECTIF TOTAL : 130 PERSONNES)

LE TRAITEMENT DE 60 000 TONNES DE MATÉRIAUX PAR AN CONDUISANT
A LA PRODUCTION DE 5 000 TONNES DE CUIVRE,
3 000 TONNES D'ARSENIC
ET 1 000 KG D'OR

UNE NOUVELLE VOIE POUR LA PYROMÉTALLURGIE
UN POTENTIEL DE DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL



SOCIÉTÉ D'EXPLOITATION DE LA PYROMÉTALLURGIE DE SALSIGNE
La Combe du Saut - 11600 Lastours - Tél. 68 77 40 70 - Fax 68 77 40 86

86 14 0000

L'État au secours des entreprises privées

L'activité de la mine décroît. Suite aux révélations sur la pollution qu'elle engendre, la SEPS est liquidée judiciairement en 1996. Les groupes miniers australiens qui possèdent la société Mines d'or de Salsigne (MOS) abandonnent le terrain en 2004. C'est la fin de l'aventure minière. Les déchets, eux, sont toujours présents : près de dix millions de tonnes de roches polluées par l'arsenic, le plomb ou des produits sulfurés sont entreposés à divers endroits. Ils sont recouverts de pierres et de terre avant d'être revégétalisés. Parfois, une géomembrane a été installée en dessous, afin d'empêcher la pollution des eaux souterraines.



ADEME Réhabilitation mine d'or de Salsigne

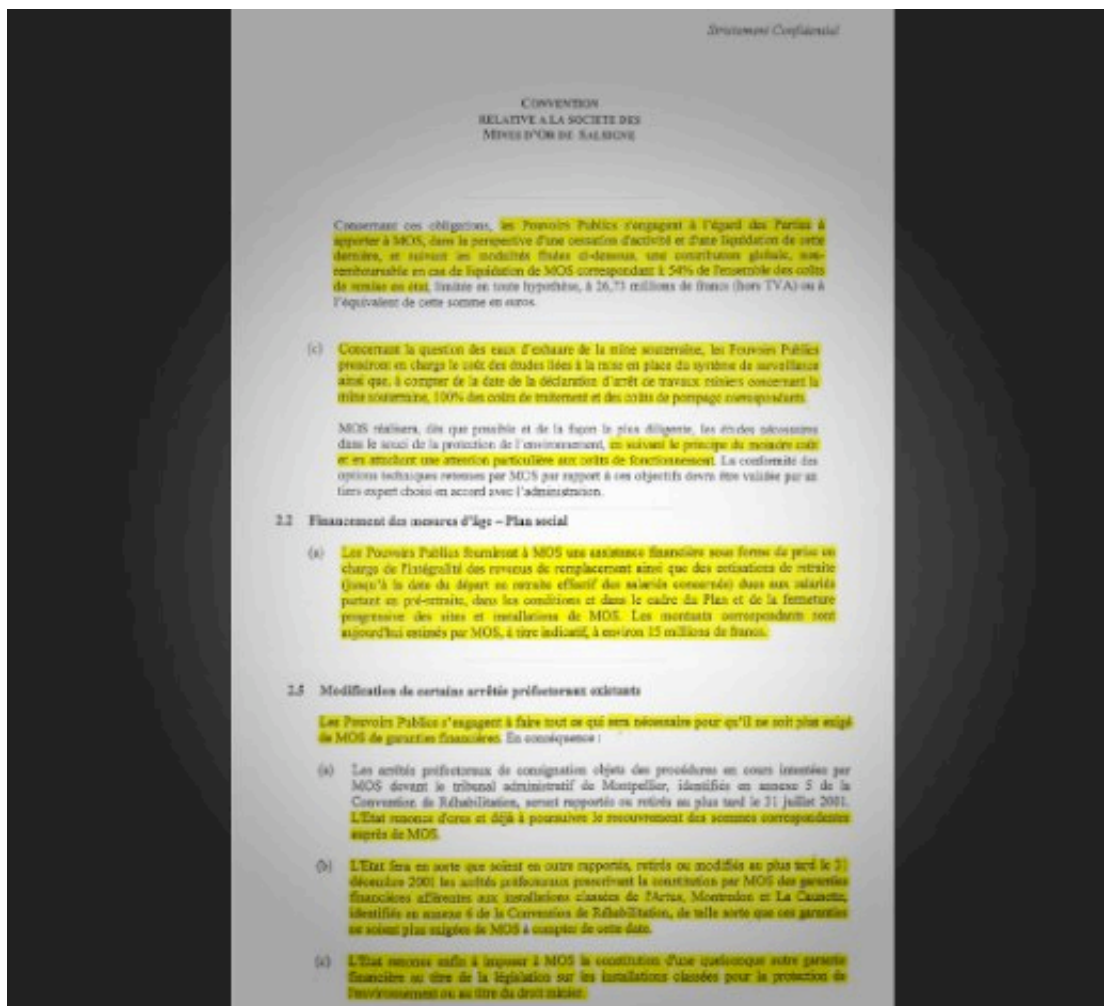
Serimage Films

01:01

[ADEME Réhabilitation mine d'or de Salsigne](#) par [serimagefilms](#)

Pendant plus d'un siècle, les entreprises privées se sont succédé pour exploiter les richesses du sous-sol de Salsigne. Mais c'est l'État français, qui assure et finance le chantier de la mise en sécurité du site, d'abord avec l'Ademe (Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie), puis avec le BRGM (Bureau de recherches géologiques et minières), dont la filiale Coframines était le principal actionnaire de la mine en 1980. Coût total déjà engagé dans ces travaux de réparation : 125 millions d'euros. Une somme à laquelle ne contribuent pas les entreprises privées qui ont pourtant exploité le site. « *Les fonctionnaires de la DRIRE (Direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement, dont les missions ont été reprises en 2010 par la DREAL et la DIRECCTE) ont surtout protégé les industriels* », dénonce Guy Augé, de l'Association des riverains de Salsigne.

Dans un document « strictement confidentiel » signé en 2001 entre le préfet de l'Aude et la société MOS, on apprend que l'État français assumera en grande partie la dépollution du site exploité par l'entreprise australienne. Pourtant, l'entreprise avait l'obligation de provisionner les coûts de dépollution du site. Mieux, l'État l'assistera financièrement pour les cotisations et les retraites de ses employés.



Pourquoi l'État a-t-il favorisé l'entreprise australienne exploitante de la mine de Salsigne ? En 2001, l'industriel australien menace alors de mettre la clé sous la porte. « *Le souci majeur de l'État était de maintenir l'emploi jusqu'au dernier moment* », déclare l'inspecteur général des mines, François Barthélémy, alors en charge du dossier au ministère, au magazine Envoyé spécial, en 2013. En un siècle, les priorités n'ont pas changé : comme en 1932, l'emploi plutôt que l'environnement et la santé des habitants.

« Après l'inauguration, on a laissé tous ces dispositifs tomber en ruine. »

Aujourd'hui, la nature reprend peu à peu ses droits après plus d'un siècle de bouleversements. Difficile de savoir si les collines qui nous entourent sont naturelles ou artificielles. La végétation repart. Pourtant, à quelques mètres sous terre, les produits chimiques n'ont pas disparu. Les pancartes indiquant que le site est dangereux ou privé sont très discrètes. Les eaux s'écoulent dans des rigoles, qui doivent être contrôlées par le BRGM. Mais le cabanon qui sert à la réalisation des mesures a été pillé. Le système électronique chargé de mesurer les taux de produits chimiques dans l'eau n'est plus fonctionnel. « *Après l'inauguration, on a laissé tous ces dispositifs tomber en ruine* », dénonce un observateur de l'histoire de Salsigne.



Avec un budget restreint, l'État doit arbitrer entre plusieurs priorités. Doit-il continuer à dépenser des sommes astronomiques dans la dépollution de Salsigne ? Ou les employer ailleurs ? Le BRGM, en charge de la dépollution du site, n'a pas souhaité répondre à nos questions ni nous faire visiter l'usine de traitement des déchets de la Combe du Saut. Les aménagements réalisés par l'État sont-ils suffisants pour assurer la sécurité des riverains ? Les terrains artificiels résisteront-ils à de fortes pluies, comme celles que le Sud-est de la France subit désormais régulièrement ? En 2009, d'importantes précipitations ont déjà provoqué l'affaissement d'une digue d'un bassin de décantation rempli de déchets ultimes.

Ce qui est certain, c'est que la pollution est loin de disparaître. « *Chaque année, sept tonnes d'arsenic sont rejetées dans l'Orbiel, un affluent de l'Aude, qui se jette ensuite dans la Méditerranée* », alerte François Espuche. Selon des estimations du BRGM et des universitaires, suite à un siècle d'exploitation intense, la région en a pour au moins 10 000 ans de pollution !

Autre défi posé par la mise en sécurité : la mémoire des lieux. « *Dans 100 ans, certains viendront faire du moto-cross ou du quad sur les collines. Ils ne sauront pas qu'ils remuent les poussières* », prévient l'ancien mineur Robert Montané. Les touristes qui se promènent ignorent souvent que le chemin qu'ils empruntent les mène à un ancien site où des déchets toxiques sont entreposés. Et rares sont les panneaux qui les préviennent des dangers qu'ils encourent.



Vers la réouverture d'une ancienne mine ?

La plaie de la région de Salsigne est donc loin d'être refermée. « *J'en ai assez de porter le drapeau* », a déclaré l'ancien mineur Robert Montané, en 2013, lors d'un colloque organisé autour de la mine. « *Le drapeau, il le porte lors des enterrements de ses anciens camarades touchés par le cancer* », explique un participant. Puisque les cancers peuvent survenir de nombreuses années après l'exposition aux produits chimiques, ces victimes risquent d'être encore nombreuses. Pourtant, l'exploitation minière pourrait reprendre...

A quelques minutes en voiture de Salsigne, le barrage du Linnon permet de retenir les eaux qui s'écoulent de la montagne. Officiellement, ce réservoir sert à combattre les incendies de forêt. Officieusement, il permettrait de retenir la pollution. De temps en temps, des pêcheurs viennent ici. « *Les truites sont lâchées le vendredi. Le mercredi suivant, celles qui ne sont pas pêchées sont mortes, elles flottent sur le dos* », raconte un habitué du lieu. En cette fin octobre, le réservoir est au plus bas. Sur les parois, une importante couche blanche : de l'arsenic. Quelques mètres plus haut, on aperçoit entre les arbres l'ancienne mine de la Loubatière.



C'est ici qu'aimeraient s'implanter deux entrepreneurs, Olivier Bernard et Sébastien d'Arrigo, associés dans l'entreprise Or&Vintage, spécialisée dans le négoce de métaux précieux. Environ 30 tonnes d'or et des terres rares seraient enfouies ici. La durée d'exploitation est estimée à 30 ans. Avec un prix de vente d'environ 30 000 euros le kilo d'or, les industriels espèrent bien convaincre plusieurs investisseurs de les rejoindre dans l'aventure, notamment de la City, à Londres. Mais cette fois, bien entendu, le procédé serait éco-responsable. La « chloruration » remplacerait la « cyanuration ». Les industriels évoquent même un dérivé de l'amidon de maïs, ayant les mêmes fonctions que le cyanure, mais sans ses inconvénients. « *Il est possible aujourd'hui d'avoir une activité industrielle sans impacter l'écologie, sans omettre nos obligations citoyennes* », [ont déclaré](#) les deux associés au journal La Dépêche, en avril dernier.

En ces temps de chômage durable, l'argument de l'emploi ne manquera pas d'être mis en avant dans une région sinistrée économiquement. L'extraordinaire demande mondiale en minerais et la volonté affichée par les autorités françaises, notamment l'ancien ministre du redressement productif, Arnaud Montebourg, de redévelopper le secteur minier, pourraient relancer la fièvre de l'or dans les sous-sols de la Montagne noire. Comme un éternel recommencement de l'histoire qui semble se moquer des leçons du passé.

Simon Gouin

[Version dynamique grand format.](#)

Photo de une : La mine d'or de Salsigne en 2004 (source : [Le Journal du CNRS](#))

Photos : Simon Gouin, François Espuche, Claude Gironis

Montage de la version dynamique : [Side-ways](#)



Cet article vous a intéressé ? Basta ! a besoin de ses lecteurs pour poursuivre son travail, faites un don sur [bastamag.net](http://www.bastamag.net).

Basta ! (<http://www.bastamag.net>) est un site d'information indépendant sur l'actualité sociale et environnementale. Constitué d'une équipe de journalistes et de militants associatifs, Basta ! contribue à donner une visibilité aux enjeux écologiques, aux actions citoyennes, aux revendications sociales, aux mouvements de solidarité et aux alternatives mises en œuvre.